



DOLLARAMA INC. RAPPORT DE GESTION Premier trimestre clos le 3 mai 2026

Le 11 juin 2026

Le présent rapport de gestion, daté du 11 juin 2026, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur un aperçu et une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le premier trimestre clos le 3 mai 2026. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre clos le 3 mai 2026 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2026 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2026 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« normes IFRS de comptabilité »).

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2025 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2025, « exercice 2026 » désigne l'exercice de la Société clos le 1^{er} février 2026 et « exercice 2027 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2027.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans.

Faits récents et faits saillants

Dividende en trésorerie trimestriel

Le 11 juin 2026, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1200 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 7 août 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juillet 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Dollarcity – Dividende et apport de capital

Au cours du trimestre, la Société a utilisé le produit provenant de sa quote-part de 60,1 % du dividende précédemment déclaré par CARS (tel qu'il est défini ci-après) et reçu au premier trimestre de l'exercice 2027, d'un montant de 75,1 M\$ US (102,2 M\$), afin de fournir un troisième apport de capital de 38,0 M\$ US (51,7 M\$) à ICM (tel qu'il est défini ci-après) pour ses projets d'expansion au Mexique, qui reflète la participation de 80,05 % de la Société dans ICM.

Placement de billets à taux fixe

Le 2 avril 2026, la Société a émis les billets à taux fixe à 3,940 % et les billets à taux fixe à 4,576 % (chacun défini ci-après) dans le cadre d'un placement privé au Canada en vertu d'une dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 3,940 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 M\$ et portent intérêt au taux annuel fixe de 3,940 %, payable en versements semestriels le 25 juillet et le 25 janvier de chaque année jusqu'à l'échéance, le 25 juillet 2031. Les billets à taux fixe à 4,576 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 M\$ et portent intérêt au taux annuel fixe de 4,576 %, payable en versements semestriels le 2 avril et le 2 octobre de chaque année jusqu'à l'échéance, le 2 avril 2036. Les billets à taux fixe à 3,940 % et les billets à taux fixe à 4,576 % se sont vu attribuer par DBRS Limited une note de BBB+ (élevé), avec tendance stable.

Aperçu

Nos activités

Dollarama, qui a été fondée en 1992 et dont le siège social est situé à Montréal (Québec), au Canada, est un leader canadien des détaillants à bas prix exerçant ses activités au Canada, en Australie – à la suite de l'acquisition de The Reject Shop Limited le 21 juillet 2025 (la « transaction visant TRS ») – et en Amérique latine, par l'intermédiaire de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans Central American Retail Sourcing, Inc. (« CARS ») et dans Inversiones Comerciales Mexicanas S.A. (« ICM », et, collectivement avec CARS et leurs filiales respectives, le « groupe Dollarcity » ou « Dollarcity »). Dans chacun des marchés où elle exerce ses activités, que ce soit directement ou indirectement, la Société vise à offrir une valeur attrayante à des bas prix fixes sélectionnés ainsi qu'un accès facile à une vaste gamme de produits de consommation courante et d'articles saisonniers abordables convenant à une large clientèle. Les magasins du réseau de la Société exercent leurs activités sous l'enseigne Dollarama^{MD} au Canada, The Reject Shop^{MD} en Australie et Dollarcity^{MD} en Amérique latine.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins et en offrant un vaste éventail d'articles à prix attractifs. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités. La Société continue d'évaluer les opportunités et de mettre en œuvre des stratégies visant à optimiser les activités en Australie au cours des prochaines années et à les aligner davantage sur son modèle d'affaires, qui comprend l'aménagement des magasins et l'offre de produits.

Au Canada, au 3 mai 2026, la Société exploitait 1 719 magasins, dont un nombre net de 28 nouveaux magasins ouverts au cours du premier trimestre de l'exercice 2027. Les magasins canadiens ont une superficie moyenne de 10 455 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attractifs. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 5,00 \$. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Les magasins sont situés dans des endroits achalandés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes. La Société a également conclu des partenariats avec des plateformes de livraison en ligne de tiers offrant la livraison rapidement en vue d'offrir plus de commodité aux clients canadiens.

En Australie, au 3 mai 2026, la Société exploitait un réseau national de 410 magasins bien situés, dont un nombre net de 8 nouveaux magasins ouverts et de 13 magasins rénovés au cours du premier trimestre de l'exercice 2027. L'aménagement et l'équipement de rayonnages de 28 de ces 410 magasins, y compris les nouveaux magasins et des magasins rénovés, correspondent maintenant à ceux des magasins Dollarama, mais ces magasins continueront d'être exploités sous l'ancienne bannière jusqu'à ce que l'assortiment d'articles reflète la proposition de valeur de Dollarama. Les magasins australiens, dont la superficie moyenne est de 7 685 pieds carrés, offrent un vaste éventail d'articles de marque maison et de marques nationales dont environ 90 % des ventes provenaient d'articles dont le prix se situe entre 0,45 \$ AU et 15,00 \$ AU.

En Amérique latine, Dollarcity comptait un total de 752 magasins au 31 mars 2026 (par rapport à 732 magasins au 31 décembre 2025), dont 424 situés en Colombie, 121 au Guatemala, 111 au Pérou, 85 au Salvador et 11 au Mexique. Les magasins Dollarcity proposent un vaste éventail de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers à des prix fixes sélectionnés d'au plus 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale). Le contrôle des activités de Dollarcity en Amérique latine est exercé conjointement par Dollarama International Inc. (« Dollarama International ») et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, par l'intermédiaire de leur participation respective dans CARS et dans ICM. CARS, une société constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant des magasins situés au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, et ICM, également constituée selon les lois du Panama, est la société mère d'entités exploitant des magasins situés au Mexique. Dollarama International détient une participation de 60,1 % dans CARS et une participation de 80,05 % dans ICM, toutes deux comptabilisées comme des partenariats selon la méthode de la mise en équivalence.

La Société est composée de deux secteurs à présenter : le Canada (qui comprend l'apport provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de la Société en Amérique latine) et l'Australie depuis la réalisation de la transaction visant TRS. Au 3 mai 2026, les entités principales constituant le groupe Dollarama étaient les suivantes :

Nom de l'entité	Pays de constitution	Monnaie fonctionnelle	Participation
Dollarama S.E.C.	Canada	Dollar canadien	100,0 %
Dollarama International Inc.	Canada	Dollar américain	100,0 %
Central American Retail Sourcing Inc.	Panama	Dollar américain	60,1 %
Inversiones Comerciales Mexicanas S.A.	Panama	Peso mexicain	80,05 %
Dollarama Australia Pty Limited	Australie	Dollar australien	100,0 %

Faits saillants du premier trimestre de l'exercice 2027

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2026 :

- les ventes ont augmenté de 21,4 % pour s'établir à 1 846,1 M\$, comparativement à 1 521,2 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ au Canada ont augmenté de 5,6 %, comparativement à 4,9 % au premier trimestre de l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ s'est accru de 17,4 % pour s'établir à 582,5 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA¹⁾ de 31,6 %, comparativement à 32,6 %;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 11,2 % et s'est chiffré à 432,2 M\$, ce qui représente une marge d'exploitation¹⁾ de 23,4 %, comparativement à 25,6 %;
- le résultat net a augmenté de 10,4 % pour s'établir à 302,3 M\$, ce qui reflète une augmentation de 13,3 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'établissait à 1,11 \$, alors qu'il était de 0,98 \$;
- un profit latent de 16,4 M\$ provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ce qui a eu une incidence positive de 90 points de base sur la marge du BAIIA et de 0,06 \$ sur le résultat net dilué par action ordinaire;
- un nombre net de 28 nouveaux magasins ont été ouverts au Canada, comparativement à un nombre net de 22 nouveaux magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent, tandis qu'en Australie, un nombre net de 8 nouveaux magasins ont été ouverts et un nombre de 13 magasins ont été rénovés, et ces magasins exercent tous leurs activités sous l'ancienne bannière;
- 1 962 010 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation pour une contrepartie de 339,1 M\$.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Perspectives

Le communiqué de presse de la Société daté du 11 juin 2026, à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2027 », présente une analyse des attentes de la direction en ce qui a trait aux perspectives des secteurs canadien et australien pour l'exercice 2027. Il est accessible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à www.dollarama.com.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits. Pour les magasins qui exercent leurs activités au Canada, toutes les ventes sont fermes, et les produits des activités ordinaires sont évalués après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Pour les magasins qui exercent leurs activités en Australie, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés après déduction des rabais et des remises, des retours et des taxes de vente. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées. Les ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux facteurs de croissance des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès. Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en œuvre des stratégies visant à optimiser les activités en Australie et à y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

Aux termes des conventions d'approvisionnement et des conventions de services conclues par Dollarama International Inc. et Dollarcity, la Société comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés à Dollarcity lorsque la Société agit pour son propre compte. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity ».

Dans le passé, notre chiffre d'affaires le plus faible a été enregistré au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé, au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cela dit, des conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe ou pendant une période prolongée pourraient avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage dans nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de livraison et de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts, du centre de distribution, des carrefours logistiques et les coûts de la main-d'œuvre. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en réduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts, y compris les coûts des matières premières, puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer avec la hausse des coûts et la compenser, du moins en partie.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que la monnaie fonctionnelle des entités exerçant ses activités au Canada et en Australie, surtout en raison de l'importation de marchandises chinoises en dollars américains, les variations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle ont une incidence directe sur le coût des produits vendus. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle. Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport à la monnaie fonctionnelle (pour une période allant jusqu'à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont comptabilisés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Au Canada, les baux des magasins sont habituellement signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans. En Australie, les baux des magasins ont en général une durée plus courte qu'au Canada et peuvent comporter des options de renouvellement.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable permettant d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, des changements dans la gamme des produits ou des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. Au Canada, notre objectif actuel est de renouveler environ 25 % à 35 % de notre offre annuellement. En Australie, étant donné que nous optimisons actuellement l'éventail de marchandises afin de l'harmoniser avec la proposition de valeur de Dollarama, aucune cible de renouvellement n'a été établie pour le moment.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels au volume de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires, des coûts de transaction et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins. Les frais généraux sont généralement plus élevés pour le secteur australien, en comparaison au secteur canadien, principalement en raison de coûts de main-d'œuvre plus élevés.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre la Société et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'épicerie, des produits d'hygiène et de beauté, et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées ci-dessous :

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 3 mai 2026	le 4 mai 2025
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)</i>		
Données sur le résultat		
Ventes	1 846 089	1 521 210
Coût des produits vendus	1 036 100	848 900
Profit brut	809 989	672 310
Frais généraux	304 032	233 457
Dotation aux amortissements	124 950	90 381
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(51 238)	(40 312)
Résultat d'exploitation	432 245	388 784
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16 448)	(10 348)
Coûts de financement nets	49 734	43 960
Résultat avant impôt	398 959	355 172
Impôt sur le résultat	96 685	81 416
Résultat net	302 274	273 756
Résultat net de base par action ordinaire	1,11 \$	0,99 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	1,11 \$	0,98 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :		
De base	272 356	277 045
Après dilution	273 405	278 211
Autres données consolidées		
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	21,4 %	8,2 %
Marge brute ¹⁾	43,9 %	44,2 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ¹⁾	16,5 %	15,3 %
BAIIA ¹⁾	582 506	496 171
Marge d'exploitation ¹⁾	23,4 %	25,6 %
Dépenses d'investissement	112 117	46 255
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,1200 \$	0,1058 \$

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	816 816	331 569
Stocks	1 115 458	1 103 175
Total des actifs courants	2 012 535	1 508 355
Immobilisations corporelles	1 333 390	1 258 499
Actifs au titre de droits d'utilisation	2 463 275	2 397 209
Total de l'actif	8 235 644	7 558 352
Total des passifs courants	1 283 652	1 348 179
Total des passifs non courants	5 581 793	4 754 285
Total de la dette ¹⁾	3 367 607	2 625 121
Dette nette ¹⁾	2 550 791	2 293 552
Capitaux propres	1 370 199	1 455 888

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Principales informations financières par secteur

Pour le premier trimestre de l'exercice 2027, la Société a conclu des transactions intersectorielles entre le secteur canadien et le secteur australien pour la refacturation de certaines fonctions de soutien au bénéfice du secteur australien. Le profit additionnel découlant de ces transactions intersectorielles s'est chiffré à 0,2 M\$ et a été éliminé des secteurs concernés.

(en milliers de dollars)

	Période de 13 semaines close le		
	3 mai 2026		
	Canada ¹⁾	Australie	Total
	\$	\$	\$
Données sur le résultat			
Ventes	1 653 272	192 817	1 846 089
Coût des produits vendus ²⁾	909 575	126 525	1 036 100
Profit brut	743 697	66 292	809 989
Frais généraux	250 361	53 671	304 032
Dotation aux amortissements	100 105	24 845	124 950
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(51 238)	-	(51 238)
Résultat d'exploitation	444 469	(12 224)	432 245
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16 448)	-	(16 448)
Coûts de financement nets	45 653	4 081	49 734
Impôt sur le résultat	101 671	(4 986)	96 685
Résultat net	313 593	(11 319)	302 274

Autres données sectorielles

Croissance des ventes des magasins comparables ³⁾	5,6 %	- ⁴⁾	
Marge brute ³⁾	45,0 %	34,4 %	43,9 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ³⁾	15,1 %	27,8 %	16,5 %
BAIIA ³⁾	567 723	14 783	582 506
Dépenses d'investissement	87 729	24 388	112 117
Nombre de magasins ⁵⁾	1 719	410	2 129
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁵⁾	10 455	7 685	

¹⁾ Le secteur canadien comprend l'apport provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de la Société en Amérique latine.

²⁾ Pour la période de 13 semaines close le 3 mai 2026, le coût des produits vendus comprend une dotation aux amortissements pour les secteurs canadien et australien de 6 701 \$ et de 2 162 \$, respectivement.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable. Le BAIIA du secteur canadien et le BAIIA du secteur australien sont calculés sur la même base que le BAIIA consolidé de la Société. Les montants individuels pour chacun des éléments inclus dans le rapprochement entre le BAIIA consolidé de la Société et la mesure la plus directement comparable selon les PCGR, présentés dans la section intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion, sont présentés, pour chaque secteur, dans le tableau des principales informations financières par secteur.

⁴⁾ Comme la Société continue d'évaluer et de mettre en œuvre des stratégies visant à optimiser les activités en Australie et à y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années, elle ne présente pas à l'heure actuelle d'informations sur les ventes des magasins comparables pour ce secteur.

⁵⁾ À la clôture de la période.

Résultats d'exploitation

Résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2027

Le texte qui suit est un aperçu de la performance financière de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2027 comparativement à celle du premier trimestre de l'exercice 2026.

Ventes

Les ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 21,4 % pour s'établir à 1 846,1 M\$, alors qu'elles étaient de 1 521,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement du nombre total de magasins au Canada au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 638 magasins au 4 mai 2025 à 1 719 magasins au 3 mai 2026, à la hausse des ventes des magasins comparables au Canada et à un apport aux ventes de 192,8 M\$ provenant des 410 magasins en Australie.

Les ventes des magasins comparables au Canada pour le premier trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 5,6 %, ce qui comprend un accroissement de 3,5 % du nombre de transactions et une hausse de 2,0 % du montant moyen des transactions, en sus de la croissance des ventes des magasins comparables au Canada de 4,9 % enregistrée pour le premier trimestre de l'exercice 2026. La croissance des ventes des magasins comparables est principalement attribuable à la forte demande de produits de consommation courante et de marchandises générales.

Au Canada, les nouveaux magasins, qui ne font pas encore partie des magasins comparables, enregistrent des ventes annuelles d'environ 3,2 M\$ au cours de leurs deux premières années d'activité, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 810,0 M\$, ou 43,9 % des ventes, au premier trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 672,3 M\$, ou 44,2 % des ventes, pour le premier trimestre de l'exercice 2026. L'écart s'explique principalement par une marge brute inférieure en Australie, qui représente une incidence négative de 110 points de base, en partie contrebalancée par le recul des frais de logistique et l'incidence favorable des économies d'échelle au Canada.

Frais généraux

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2027 ont augmenté de 30,2 % pour s'établir à 304,0 M\$, alors qu'ils étaient de 233,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Les frais généraux ont représenté 16,5 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 15,3 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Cette hausse s'explique essentiellement par des frais généraux plus élevés engagés en Australie, ce qui représente une incidence négative de 140 points de base, partiellement contrebalancée par l'absence, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2026, des coûts de transaction engagés au Canada provenant de la transaction visant TRS.

BAIIA

Le BAIIA s'est établi à 582,5 M\$, ce qui représente une marge du BAIIA de 31,6 % pour le premier trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 496,2 M\$, ou à une marge du BAIIA de 32,6 % pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Le BAIIA pour le premier trimestre de l'exercice 2027 comprend l'apport de 14,8 M\$ provenant du secteur australien, ce qui a eu une incidence négative de 270 points de base sur la marge du BAIIA. Le BAIIA pour le premier trimestre de l'exercice 2027 comprenait également un profit latent de 16,4 M\$ provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, comparativement à un profit latent de 10,4 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2026, ce qui reflète l'ajustement de la juste valeur de l'option d'acquérir une participation additionnelle de 9,89 % dans CARS et une participation correspondante de 4,945 % dans ICM (l'« option d'achat »). Compte non tenu de l'incidence du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence pour les deux périodes (respectivement, 16,4 M\$ et 10,4 M\$), le BAIIA et la marge du BAIIA se seraient établis à 566,1 M\$ et à 30,7 %, respectivement, pour le premier trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 485,8 M\$ et à 31,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 34,6 M\$, passant de 90,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026 à 125,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2027. L'augmentation s'explique principalement par les ajouts d'actifs au titre des droits d'utilisation et les améliorations locatives liées à l'ouverture de nouveaux magasins dans le secteur canadien et par un montant de 24,8 M\$ attribuable à la charge d'amortissement provenant du secteur australien.

Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La quote-part revenant à la Société du résultat net de Dollarcity s'est établie à 51,2 M\$ pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 mars 2026. Elle comprend une quote-part de 60,1 % du bénéfice net de CARS d'un montant de 55,5 M\$, comparativement à 40,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance d'un exercice à l'autre de 37,7 %, ainsi qu'une quote-part de 80,05 % de la perte nette d'ICM d'un montant de 4,3 M\$. La performance de Dollarcity pour le premier trimestre est principalement attribuable à la hausse de 30,4 % des ventes découlant surtout de l'accroissement des ventes des magasins comparables et du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 644 au 31 mars 2025 à 752 au 31 mars 2026, ainsi qu'à des frais généraux en pourcentage des ventes stables. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la légère baisse de la marge brute découlant des activités d'expansion au Mexique. La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence. Se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity » du présent rapport de gestion.

Coûts de financement nets

Les coûts de financement nets ont augmenté de 5,8 M\$, passant de 44,0 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026 à 49,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2027. L'augmentation reflète principalement la hausse du niveau d'endettement moyen du secteur canadien par suite de l'émission des billets à taux fixe à 3,940 % et à 4,576 % au cours du premier trimestre de l'exercice 2027, et l'incidence de 4,1 M\$ du secteur australien.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 15,3 M\$, passant de 81,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026 à 96,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2027. Le taux d'imposition prescrit par la loi au Canada pour le premier trimestre de l'exercice 2027, de 26,5 %, est demeuré stable par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice 2026. Le taux d'imposition effectif de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2027 était de 24,2 % et celui du premier trimestre de l'exercice 2026, de 22,9 %. La variation du taux d'imposition effectif est principalement attribuable à l'incidence du Pilier 2, lequel s'applique depuis la transaction visant TRS, ce qui a été en partie contrebalancé par la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 10,4 % pour s'établir à 302,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2027, comparativement à 273,8 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026, ce qui entraîne une augmentation de 13,3 % du résultat net dilué par action ordinaire, qui s'est établi à 1,11 \$ par action ordinaire après dilution pour le premier trimestre de l'exercice 2027, ce qui comprend l'incidence négative de 0,04 \$ par action ordinaire après dilution du secteur australien. Compte non tenu de l'incidence du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (0,06 \$ par action ordinaire après dilution), le résultat net dilué par action ordinaire aurait été de 1,05 \$ par action ordinaire après dilution.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2027		Exercice 2026				Exercice 2025	
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Données tirées de l'état du résultat net	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	1 846 089	2 101 264	1 909 442	1 723 838	1 521 210	1 881 345	1 562 644	1 563 384
Résultat net	302 274	392 460	321 724	321 498	273 756	390 954	275 806	285 942
Résultat net par action ordinaire								
De base	1,11 \$	1,44 \$	1,17 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,40 \$	0,98 \$	1,02 \$
Dilué	1,11 \$	1,43 \$	1,17 \$	1,16 \$	0,98 \$	1,40 \$	0,98 \$	1,02 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie pour le premier trimestre de l'exercice 2027

(en milliers de dollars)	Périodes de 13 semaines closes		
	le 3 mai 2026 \$	le 4 mai 2025 \$	Variation \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	382 923	315 616	67 307
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(61 301)	4 639	(65 940)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	163 625	(213 932)	377 557
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	485 247	106 323	378 924

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le premier trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 382,9 M\$, comparativement à 315,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Cet accroissement est principalement attribuable à l'augmentation du résultat net et à la hausse des ajustements hors trésorerie, essentiellement liée à l'accroissement de l'amortissement dans le secteur australien, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation de la quote-part du résultat net provenant des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 61,3 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement de 4,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Cette variation est principalement attribuable au troisième apport en capital de 51,7 M\$ à ICM en lien avec les projets d'expansion au Mexique, aux dépenses d'investissement supplémentaires découlant essentiellement de la construction en cours du carrefour logistique dans l'Ouest (le « carrefour logistique dans l'Ouest ») et à la conversion de magasins en Australie, facteurs en partie contrebalancés par les distributions de 102,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2027 provenant de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société dans CARS, comparativement à des distributions de 54,6 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2026.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2027, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 163,6 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 213,9 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Cette variation s'explique principalement par le produit de l'émission de billets à taux fixe à 3,940 % et de billets à taux fixe à 4,576 %, d'un montant de 750,0 M\$, élément en partie contrebalancé par la hausse du nombre d'actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ainsi que par la hausse des paiements nets au titre des obligations locatives en raison de l'accroissement du nombre de magasins au Canada et de la hausse des paiements nets de loyers en Australie après la réalisation de la transaction visant TRS.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent les ajouts d'immobilisations corporelles et incorporelles qui se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information, dans les projets de transformation et dans les nouveaux magasins.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2027, les dépenses d'investissement ont augmenté, s'établissant à 112,1 M\$ comparativement à 46,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des dépenses d'investissement liées à l'acquisition de magasins et aux projets de transformation, à la construction en cours du carrefour logistique dans l'Ouest et aux dépenses d'investissement du secteur australien.

Ressources en capital

La Société prévoit que ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avec ses liquidités disponibles, suffiront à répondre à ses besoins de liquidités prévus au cours de l'exercice 2027, ce qui inclut le financement de la croissance prévue et de ses dépenses d'investissement, le service de sa dette, le paiement de ses obligations contractuelles, le rachat d'actions ordinaires et le versement de dividendes aux actionnaires.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur une partie, quelle qu'elle soit, de sa dette, qui se composait principalement de billets à taux fixe à la date des présentes, de refinancer ou de rembourser à l'échéance la totalité ou une partie de cette dette ou de générer des fonds suffisants pour répondre à ses futurs besoins de trésorerie dépendra en grande partie de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, est tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire, et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté. Comme il est décrit ci-après, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente ou tout exercice par la Société de son option d'achat garantie dans le cadre de la transaction visant Dollarcity pourrait également avoir une incidence sur ce qui précède et sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Dollarcity » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la transaction visant Dollarcity.

Le 2 avril 2026, la Société a émis les billets à taux fixe à 3,940 % et les billets à taux fixe à 4,576 % dans le cadre d'un placement privé au Canada en vertu d'une dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 3,940 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 M\$ et portent intérêt au taux annuel fixe de 3,940 %, payable en versements semestriels le 25 juillet et le 25 janvier de chaque année jusqu'à l'échéance, le 25 juillet 2031. Les billets à taux fixe à 4,576 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 M\$ et portent intérêt au taux annuel fixe de 4,576 %, payable en versements semestriels le 2 avril et le 2 octobre de chaque année jusqu'à l'échéance, le 2 avril 2036. Les billets à taux fixe à 3,940 % et les billets à taux fixe à 4,576 % se sont vu attribuer par DBRS Limited une note de BBB+ (élevé), avec tendance stable.

La Société prévoit affecter le produit net du placement au remboursement d'un montant en capital total de 375,0 M\$ des billets à taux fixe à 1,871 % en circulation de la Société échéant le 8 juillet 2026, qui seront remboursés en totalité à leur date d'échéance, afin de financer les initiatives de dépenses d'investissement et aux fins générales de l'entreprise. La Société est bien perçue par les agences de notation. Les attentes de la Société à l'égard de l'utilisation prévue du produit et ses hypothèses concernant ses besoins en liquidités futurs et ses possibilités de refinancement sont susceptibles de changer ou pourraient se révéler inexactes. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion pour une analyse des risques liés à l'endettement, à la liquidité et à la modification de la solvabilité ou de la notation.

La Société avait un fonds de roulement positif de 728,9 M\$ au 3 mai 2026, comparativement à un fonds de roulement positif de 296,7 M\$ au 4 mai 2025, en raison de l'accroissement du solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Billets non garantis de premier rang

<i>(en milliers de dollars)</i>	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :		
Billets non garantis à taux fixe de premier rang (les « billets à taux fixe ») portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 4,576 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 2 avril 2036 (les « billets à taux fixe à 4,576 % »)	375 000	-
Taux annuel fixe de 3,940 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 25 juillet 2031 (les « billets à taux fixe à 3,940 % »)	375 000	-
Taux annuel fixe de 3,850 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 16 décembre 2030 (les « billets à taux fixe à 3,850 % »)	600 000	600 000
Taux annuel fixe de 5,165 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 avril 2030 (les « billets à taux fixe à 5,165 % »)	450 000	450 000
Taux annuel fixe de 2,443 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % »)	375 000	375 000
Taux annuel fixe de 5,533 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 26 septembre 2028 (les « billets à taux fixe à 5,533 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	300 000
Taux annuel fixe de 1,871 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % »)	375 000	375 000
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 156 \$ (1 300 \$ au 1 ^{er} février 2026) pour la convention de crédit	(11 069)	(7 992)
Intérêt à payer sur les billets à taux fixe	19 723	20 837
Ententes de financement à long terme	3 507	3 465
Couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	5 446	8 811
	3 367 607	2 625 121
Partie courante (y compris les frais d'émission de titres de créance non amortis, l'intérêt à payer sur les billets à taux fixe, les ententes de financement à long terme et les billets à taux fixe dont la date d'échéance se situe dans la prochaine période de 52 semaines, le cas échéant)	(396 970)	(398 275)
	2 970 637	2 226 846

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets à taux fixe au 3 mai 2026 et au 1^{er} février 2026. Les justes valeurs des billets à taux fixe sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

<i>(en milliers de dollars)</i>	3 mai 2026		1^{er} février 2026	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets à taux fixe				
Billets à taux fixe à 4,576 %	374 406	376 174	-	-
Billets à taux fixe à 3,940 %	374 572	375 236	-	-
Billets à taux fixe à 3,850 %	606 112	600 684	600 319	607 116
Billets à taux fixe à 5,165 %	449 232	472 685	454 823	478 751
Billets à taux fixe à 2,443 %	376 921	362 944	374 860	365 606
Billets à taux fixe à 5,533 %	501 206	522 005	507 544	528 830
Billets à taux fixe à 1,505 %	300 187	293 886	301 257	294 495
Billets à taux fixe à 1,871 %	377 174	374 483	375 342	374 048
	3 359 810	3 378 097	2 614 145	2 648 846

Convention de crédit

Le 22 décembre 2025, la Société et Dollarama Australia ont conclu une cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit ») avec les prêteurs qui y sont partie notamment pour i) inclure une nouvelle facilité E, échéant le 22 décembre 2026, d'un montant de 75,0 M\$ AU (73,4 M\$) et ii) ajouter Dollarama Australia à titre d'emprunteur aux fins de la facilité E. La facilité A de la convention de crédit, d'un montant de 250,0 M\$, arrive à échéance le 27 juin 2030, la facilité B, d'un montant de 450,0 M\$, et la facilité C, d'un montant de 50,0 M\$, arrivent à échéance le 27 juin 2028 et la facilité D, d'un montant de 300,0 M\$, arrive à échéance le 26 juin 2026.

Aux termes de la convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total maximal disponible aux termes des facilités (autres que la facilité E), y compris les engagements existants (excluant les engagements liés à la facilité E), à 1 500,0 M\$. La convention de crédit oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens, australiens et américains, en vertu de la convention de crédit, sauf pour la facilité E, en vertu de laquelle les prélèvements sont uniquement en dollars australiens.

La convention de crédit est cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société et Dollarama Australia, les « parties garantissant l'emprunt »). La Société et Dollarama Australia sont solidairement responsables de leurs obligations respectives en vertu de la convention de crédit. La convention de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La convention de crédit limite également la capacité des parties garantissant l'emprunt, dans certaines circonstances, de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 3 mai 2026 et au 1^{er} février 2026, aucun montant n'était en cours aux termes de la convention de crédit et un montant de 1 120,8 M\$ (1 118,8 M\$ au 1^{er} février 2026) était disponible aux termes de la convention de crédit, ce qui comprenait les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks d'un montant de 2,5 M\$ (2,3 M\$ au 1^{er} février 2026). Au 3 mai 2026, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière aux termes de la convention de crédit.

Programme de billets de trésorerie aux États-Unis

Aux termes de son programme de billets de trésorerie aux États-Unis (le « programme de billets de trésorerie aux États-Unis »), la Société peut émettre, à l'occasion, par voie de placement privé, en vertu des dispenses d'inscription et d'obligations relatives au prospectus conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 700,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang (pari passu) que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés inconditionnellement par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société. La convention de crédit sert de garantie de liquidités aux fins du remboursement des billets de trésorerie américains émis en vertu du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

Au 3 mai 2026 et au 1^{er} février 2026, aucun montant n'était en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 3 mai 2026. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	422 334	-	-	-	422 334
Dividendes à verser	32 624	-	-	-	32 624
Obligations locatives ¹⁾	117 513	347 650	1 455 277	1 469 414	3 389 584
Provisions non courantes et autres passifs ²⁾	-	-	269	1 225	1 494
Ententes de financement à long terme	-	1 864	1 863	-	3 727
Remboursement de capital sur :					
Billets à taux fixe à 4,576 %	-	-	-	375 000	375 000
Billets à taux fixe à 3,940 %	-	-	-	375 000	375 000
Billets à taux fixe à 3,850 %	-	-	600 000	-	600 000
Billets à taux fixe à 5,165 %	-	-	450 000	-	450 000
Billets à taux fixe à 2,443 %	-	-	375 000	-	375 000
Billets à taux fixe à 5,533 %	-	-	500 000	-	500 000
Billets à taux fixe à 1,505 %	-	-	300 000	-	300 000
Billets à taux fixe à 1,871 %	375 000	-	-	-	375 000
Versements d'intérêts sur :					
Billets à taux fixe à 4,576 %	-	17 160	68 640	85 800	171 600
Billets à taux fixe à 3,940 %	4 615	7 388	59 100	7 387	78 490
Billets à taux fixe à 3,850 %	11 550	11 550	92 400	-	115 500
Billets à taux fixe à 5,165 %	-	23 243	69 727	-	92 970
Billets à taux fixe à 2,443 %	4 581	4 581	22 903	-	32 065
Billets à taux fixe à 5,533 %	-	27 665	41 498	-	69 163
Billets à taux fixe à 1,505 %	-	4 515	2 258	-	6 773
Billets à taux fixe à 1,871 %	3 508	-	-	-	3 508
	<u>971 725</u>	<u>445 616</u>	<u>4 038 935</u>	<u>2 313 556</u>	<u>7 769 832</u>

¹⁾ Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

²⁾ Représentent les droits des employés.

Au 3 mai 2026, outre les lettres de crédit en cours en vertu de la convention de crédit, la Société avait des engagements en capital pour l'acquisition d'immobilisations corporelles de 101,8 M\$ (82,4 M\$ au 1^{er} février 2026), principalement liés à la construction du carrefour logistique dans l'Ouest.

Instruments financiers

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change, de taux d'intérêt et de prix. La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2026 ainsi qu'aux notes 3 et 17 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2026.

Risque de change

La Société se sert de contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport aux monnaies fonctionnelles des entités des secteurs canadien et australien. Ces instruments financiers dérivés sont également utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture des achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis. Les contrats de change à terme sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur déterminée au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport aux monnaies fonctionnelles, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

Risque de taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque associé aux variations de la juste valeur de ses billets à taux fixe par suite des fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme couvertures de la juste valeur. En utilisant ces swaps de taux d'intérêt, la Société reçoit un taux d'intérêt fixe et paie des intérêts à un taux variable sur un montant notionnel. Ces dérivés sont désignés comme des instruments de couverture et sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière.

La couverture du risque de taux d'intérêt comporte également un risque d'illiquidité et, dans la mesure où les taux d'intérêt augmentent, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si l'émission de billets à des taux couverts se traduisait par des marges moins élevées que si ces billets avaient été émis au taux du jour.

Risque de prix

La Société utilise des dérivés sur actions à titre de couverture économique d'une partie des modifications au risque de marché associé au régime des unités d'actions différées, car les montants comptabilisés au titre des passifs connexes varient en fonction de la juste valeur des actions de la Société. Ces dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture aux fins de la comptabilité, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins dans les états consolidés intermédiaires du résultat net et du résultat global.

La Société a réévalué la nature des risques découlant des instruments financiers dérivés et la gestion de ces risques et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

Au 3 mai 2026, la Société louait 16 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités liées au chef de la direction de la Société, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 3 mai 2026, le solde des obligations locatives à payer à des entités liées au chef de la direction de la Société s'élevait à 255,6 M\$ (257,4 M\$ au 1^{er} février 2026).

Au cours de la période de 13 semaines close le 3 mai 2026, la Société a passé en charges des paiements de loyers à des entités liées au chef de la direction de la Société de 1,7 M\$ (1,7 M\$ au cours de la période de 13 semaines close le 4 mai 2025).

Dollarcity

Au 3 mai 2026, Dollarama International, une filiale entièrement détenue par la Société, détenait une participation de 60,1 % dans CARS et de 80,05 % dans ICM. La relation entre Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity est régie par une convention entre actionnaires (dans sa version pouvant être modifiée de temps à autre, la « convention entre actionnaires »), et comprend, entre autres choses, les modalités de gouvernance applicables à CARS, à ICM et à leurs activités respectives.

Dans le cadre de la convention entre actionnaires, la Société a l'option d'acquérir, à tout moment jusqu'au 31 décembre 2027 inclusivement, une participation additionnelle de 9,89 % dans CARS et une participation correspondante de 4,945 % dans ICM auprès des actionnaires fondateurs de Dollarcity. Les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont également une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de CARS qu'ils détiennent à la juste valeur de marché (et la participation proportionnelle correspondante dans ICM). Les actionnaires fondateurs de Dollarcity peuvent exercer ce droit dans le cours normal des activités au cours des périodes indiquées, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariat obligatoires et de périodes de blocage et de préavis, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait également être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity. La convention entre actionnaires prévoit également des droits d'entraînement et des droits de suite concernant CARS et ICM. La Société ne peut prédire si le droit sera exercé ou non et, dans le cas où il serait exercé, elle ne peut prédire le moment où il ne le sera ni la mesure dans laquelle il le sera (l'option de vente pouvant, sous réserve de certaines exceptions, être exercée avant le 4 février 2027, jusqu'à l'atteinte d'un seuil maximal représentant 14,9 % de toutes les actions de CARS en circulation et leur participation proportionnelle correspondante dans ICM). Si l'option de vente est exercée, la contrepartie à payer par la Société pourrait, dépendamment de divers facteurs, dont ceux mentionnés précédemment, être payée au moyen de l'encaisse ou être financée en totalité ou en partie, et, selon les circonstances, elle pourrait avoir une incidence temporaire sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

La relation d'affaires de Dollarama International et de Dollarcity est en grande partie régie par des conventions d'approvisionnement et de services et d'autres conventions conclues entre les parties. Les conventions d'approvisionnement et de services ont une durée initiale de cinq ans, sous réserve de renouvellement automatique pour des périodes successives de un an, sauf en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties au moins 60 jours avant la fin de la période en cours.

Aux termes des conventions d'approvisionnement, Dollarcity achète de la Société des produits à vendre aux clients dans le cours normal des activités. Les ventes à Dollarcity expédiées directement à partir des entrepôts de la Société ainsi que la contrepartie nette reçue pour les transactions pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire sont incluses dans les ventes de la Société pour le secteur canadien.

Aux termes des conventions de services et des autres conventions en vigueur, Dollarcity et la Société se fournissent des services l'une à l'autre, y compris, sans s'y limiter, des services administratifs et des services généraux, ainsi que divers services liés aux technologies de l'information. Dollarcity achète également de la Société divers articles comme des produits de rayonnage, du matériel et des licences d'utilisation de logiciels.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et des passifs découlant des transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées :

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Éléments inclus dans les états consolidés intermédiaires de la situation financière		
Créances	11 115	26 471
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 796	10 862

Le tableau suivant présente les transactions conclues avec Dollarcity dans le cadre des conventions susmentionnées pour les périodes de 13 semaines closes aux dates indiquées ci-dessous :

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 3 mai 2026	le 4 mai 2025
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Éléments inclus dans les états consolidés intermédiaires du résultat net et du résultat global		
Ventes ¹⁾	2 383	5 769

¹⁾ Inclut la contrepartie nette reçue pour les ventes pour lesquelles la Société agit comme intermédiaire ainsi que le produit brut tiré des ventes expédiées directement à partir des entrepôts de la Société.

Estimations et jugements comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 5 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2026.

Normes et interprétations significatives

IFRS 18, États financiers : Présentation et informations à fournir (« *IFRS 18* »)

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 18 afin d'assurer la comparabilité de la performance financière d'entités similaires. La norme, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*, a une incidence sur la présentation des états financiers de base et des notes, principalement l'état du résultat net, dans lequel les sociétés seront tenues de présenter des catégories distinctes de produits et de charges pour les activités d'exploitation, d'investissement et de financement, ainsi que des sous-totaux prescrits pour chaque nouvelle catégorie. IFRS 18 exigera que les mesures de performance définies par la direction soient expliquées et incluses dans une note distincte dans les états financiers consolidés. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, y compris pour les états financiers intermédiaires, et elle doit être appliquée rétrospectivement. La Société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés, et l'adoption aura lieu dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la période de 13 semaines close le 2 mai 2027.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le premier trimestre de l'exercice 2027 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Nous avons inclus certaines mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières dans nos documents financiers afin de fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de la performance financière et opérationnelle de la Société. La Société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures et ratios financiers suivants : le BAIIA, le total de la dette, la dette nette, les résultats non distribués ajustés, le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA, la marge du BAIIA, la marge brute, la marge d'exploitation, les frais généraux en pourcentage des ventes, les ventes des magasins comparables au Canada et la croissance des ventes des magasins comparables au Canada. Nous estimons que ces mesures sont des mesures complémentaires importantes de la performance financière et opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont fréquemment recours aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

La majeure partie de ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières présentées ci-après n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés émettrices.

A) Mesures financières non conformes aux PCGR

BAIIA

Le BAIIA représente le résultat net plus l'impôt sur le résultat, les coûts de financement nets et la dotation aux amortissements et comprend la quote-part revenant à la Société du résultat net de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La direction est d'avis que le BAIIA constitue une mesure complémentaire utile permettant d'évaluer la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes. La Société calcule également le BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car elle ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat net et du BAIIA :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Périodes de 13 semaines closes	
	le 3 mai	le 4 mai
	2026	2025
	\$	\$
Résultat net	302 274	273 756
Ajouter :		
Impôt sur le résultat	96 685	81 416
Coûts de financement nets	49 734	43 960
Dotation aux amortissements	133 813	97 039
BAIIA	582 506	496 171
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16 448)	(10 348)
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	566 058	485 823

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	582 506	496 171
Ajouter :		
Impôt exigible	(89 991)	(73 807)
Rémunération fondée sur des actions	3 931	3 448
Profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(16 448)	(10 348)
Quote-part du résultat net des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(51 238)	(40 312)
Intérêts reçus	7 846	4 187
Autres	3 247	1 032
	439 853	380 371
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(56 930)	(64 755)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	382 923	315 616

Total de la dette

Le total de la dette représente la somme de la dette à long terme (y compris les frais d'émission des titres de créance non amortis, l'intérêt à payer et la couverture de la juste valeur – ajustement de la valeur d'entrée), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, des ententes de financement à long terme et des autres dettes bancaires. La direction est d'avis que le total de la dette constitue une mesure utile pour faciliter la compréhension de la situation financière de la Société par rapport à ses obligations en matière de financement. Le tableau suivant présente le rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Total de la dette à long terme	3 367 607	2 625 121
Emprunts à court terme	-	-
Total de la dette	3 367 607	2 625 121

Dette nette

La dette nette représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La direction est d'avis que la dette nette constitue une mesure additionnelle utile pour évaluer la situation financière de la Société, en présentant toutes les obligations en matière de financement de la Société, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le tableau suivant présente le rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Total de la dette	3 367 607	2 625 121
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(816 816)	(331 569)
Dette nette	2 550 791	2 293 552

Résultats non distribués ajustés

Les résultats non distribués ajustés représentent les résultats non distribués plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 3 mai 2026 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires. Le tableau suivant présente le rapprochement des résultats non distribués et des résultats non distribués ajustés :

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Résultats non distribués	53 463	128 858
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	8 363 462	8 027 091
Résultats non distribués ajustés	8 416 925	8 155 949

Les résultats non distribués sont réduits du montant payé excédant la valeur comptable des actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et, par conséquent, le solde des résultats non distribués ne reflète pas la performance opérationnelle de la Société. La direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société. La direction est également d'avis que les résultats non distribués ajustés constituent une mesure supplémentaire qui reflète mieux la performance opérationnelle de la Société.

B) Ratios non conformes aux PCGR

Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA

Le ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA correspond à la dette nette ajustée, divisée par le BAIIA consolidé pour les douze derniers mois. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la situation financière de la Société. Une hausse du ratio indiquerait un accroissement de la dette de la Société par tranche de un dollar de BAIIA généré. Le tableau suivant présente le calcul du ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA :

	Aux	
	3 mai 2026	1^{er} février 2026
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
Dette nette	2 550 791	2 293 552
Obligations locatives	2 814 677	2 770 473
Frais d'émission des titres de créance non amortis, y compris un montant de 1 156 \$ (1 300 \$ au 1 ^{er} février 2026) pour la convention de crédit	11 069	7 992
Couverture de juste valeur –ajustement de la valeur d'entrée des swaps de taux d'intérêt	(5 446)	(8 811)
Dette nette ajustée	5 371 091	5 063 206
BAIIA pour les douze derniers mois ¹⁾	2 509 100	2 445 987
Ratio de la dette nette ajustée par rapport au BAIIA	2,14 x	2,07 x

¹⁾ Pour la période close le 3 mai 2026, ce montant correspond au BAIIA de la Société pour les douze derniers mois, qui s'établissait à 2 494 561 \$, et comprend les résultats de Dollarama Australia pour la période allant du 22 juillet 2025 au 3 mai 2026, plus le BAIIA de Dollarama Australia pour la période allant du 5 mai 2025 à la réalisation de la transaction visant TRS le 21 juillet 2025 (tel qu'il a été calculé et présenté par Dollarama Australia), qui s'établissait à 14 539 \$.

Pour la période close le 1^{er} février 2026, ce montant correspond au BAIIA de la Société pour les douze derniers mois, qui s'établissait à 2 408 226 \$, et comprend les résultats de Dollarama Australia pour la période allant du 22 juillet 2025 au 1^{er} février 2026, plus le BAIIA de Dollarama Australia pour la période allant du 3 février 2025 à la réalisation de la transaction visant TRS le 21 juillet 2025 (tel qu'il a été calculé et présenté par Dollarama Australia), qui s'établissait à 37 761 \$.

Marge du BAIIA

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les ventes. La direction estime que cette mesure est utile pour évaluer la performance des activités courantes et l'efficacité des activités par rapport aux ventes. La Société calcule également la marge du BAIIA compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, afin d'exclure l'incidence de l'option d'achat, car elle ne reflète pas les activités courantes de la Société et ne devrait pas, selon la direction, être considérée comme faisant partie de l'évaluation à long terme de la rentabilité opérationnelle des activités de base sous-jacentes de la Société. Le tableau suivant présente le rapprochement du BAIIA et de la marge du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes	
	le 3 mai 2026	le 4 mai 2025
	\$	\$
(en milliers de dollars)		
BAIIA	582 506	496 171
Ventes	1 846 089	1 521 210
Marge du BAIIA	31,6 %	32,6 %
BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	566 058	485 823
Ventes	1 846 089	1 521 210
Marge du BAIIA, compte non tenu du profit latent provenant du dérivé sur les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	30,7 %	31,9 %

C) Mesures financières supplémentaires

Marge brute	Représente le profit brut divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Marge d'exploitation	Représente le résultat d'exploitation divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes.
Frais généraux en pourcentage des ventes	Représentent les frais généraux divisés par les ventes.
Ventes des magasins comparables	Représentent les ventes des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période équivalente de l'exercice précédent.
Croissance des ventes des magasins comparables	Représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins comparables, par rapport à la période équivalente de l'exercice précédent.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir et constituent des énoncés prospectifs. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes négatives de ces termes ou d'autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur : les loyers de location de la Société; la stratégie de répartition du capital de la Société; la situation de trésorerie de la Société; l'utilisation prévue du produit net de l'émission des billets à taux fixe à 3,940 % et des billets à taux fixe à 4,576 %; l'effet relatif potentiel de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités; l'incidence des hausses du salaire minimum sur les frais d'administration et les charges d'exploitation des magasins; Dollarcity et certaines modalités aux termes de la convention entre actionnaires; l'évaluation et la mise en œuvre de stratégies visant à optimiser les activités en Australie et à y appliquer les caractéristiques du modèle d'affaires de Dollarama au cours des prochaines années.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique, le contexte géopolitique et la concurrence dans le secteur de la vente au détail au Canada, en Amérique latine et en Australie et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture, et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avèreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réel, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont présentés dans le présent rapport de gestion et décrits plus en détail aux rubriques « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2026, accessible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris des hausses du salaire minimum prescrit par la loi), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de hausses des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), augmentations futures des frais de livraison et de transport et des autres frais de logistique (y compris en raison des frais de transport, des hausses du prix du carburant et des frais d'immobilisation), augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison des perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et de l'instabilité géopolitique créée par l'intensification des tensions entre la Chine et les pays de l'Occident), incapacité de maintenir sa gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, incapacité de maintenir son image de marque et sa réputation, freintes de stocks, perturbation dans le réseau de distribution, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts, le centre de distribution et les carrefours logistiques en temps opportun, incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux de ses magasins et de ses entrepôts à des conditions favorables et concurrentielles, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, activités à l'étranger (incluant les activités internationales en Australie et, par l'intermédiaire des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity, au Salvador, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Mexique et au Panama), fluctuations des taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, tout exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity de leur option de vente, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, hausses d'impôts et modifications apportées aux lois fiscales applicables ou à leur interprétation, concurrence dans le secteur de la vente au détail (y compris pour les détaillants en ligne), conjoncture générale de l'économie, concurrence de la part des détaillants en ligne et croissance du commerce électronique, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès (y compris l'incapacité de déceler et de poursuivre de nouvelles occasions de croissance au Canada et à l'international), incapacité de la Société à intégrer les activités de Dollarama Australia avec succès, toute incapacité à tirer parti des avantages qui devraient découler de l'acquisition de Dollarama Australia, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, pandémies ou épidémies, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, cadre réglementaire, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, actions collectives et autres litiges, conformité sur le plan réglementaire, changements climatiques et activisme actionnarial.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société, ses filiales ou Dollarcity; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et de Dollarcity et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 11 juin 2026, et la direction n'a pas l'intention et ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société.

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Société qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats d'exploitation futurs sont décrits dans le rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2026 (accessible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société, à l'adresse www.dollarama.com) et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence. Elle souscrit également une couverture d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques, des informations sur ses concurrents ainsi que d'autres données financières et opérationnelles, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 2 février 2026 et se terminant le 3 mai 2026 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a limité l'étendue de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'en exclure les contrôles, les politiques et les procédures de Dollarama Australia. Cette limitation de l'étendue est conforme à l'article 3.3 du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, qui permet à un émetteur de limiter la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, les politiques et les procédures d'une entreprise qu'il a acquise 365 jours ou moins avant la clôture de la période de présentation de l'information financière en question. Pour obtenir un résumé des informations financières de Dollarama Australia, veuillez consulter les résultats du secteur australien présenté dans la colonne « Australie » de la rubrique intitulée « Principales informations financières par secteur » du présent rapport de gestion et à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2026.

Dividende

Le 11 juin 2026, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé un dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires de 0,1200 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 7 août 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juillet 2026. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 juillet 2025, la Société a annoncé le renouvellement de son offre de rachat de 2025-2026 et l'obtention de l'approbation de la TSX pour racheter au plus 13 865 588 actions ordinaires, soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 30 juin 2025, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2025 au 6 juillet 2026. Toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités seront soit annulées soit placées en fiducie pour faciliter la possession et l'administration des actions ordinaires pouvant être achetées par la Société pour couvrir son exposition en ce qui a trait aux attributions effectuées aux termes de son régime d'unités d'actions liées au rendement, y compris à des fins de règlement de ses obligations aux termes de ce régime.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2027, un total de 1 962 010 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2025-2026, pour une contrepartie en trésorerie totale de 339,1 M\$, ce qui représente un prix moyen pondéré de 172,83 \$ par action, sans tenir compte de l'impôt applicable sur les rachats d'actions.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 11 juin 2026, 270 977 761 actions ordinaires étaient émises et en circulation, y compris 198 622 actions rachetées et détenues en fiducie à titre d'actions propres. En outre, il y avait 1 896 157 options émises et en cours au 11 juin 2026, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 272 873 918 actions ordinaires émises et en circulation après dilution complète au 11 juin 2026.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».